

## ANGIS/ÉVRY

# Grand stade de rugby sera signé par architectes Populous et Ateliers 2/3/4

La Fédération française de rugby (FFR) a retenu, le 15 janvier, le projet des architectes Populous et Ateliers 2/3/4 pour le grand stade de construire à Evry. Le stade de 82 000 places sera construit sur l'ancien hippodrome de Cheval sur cette commune de Ris-Orangis (77) à Londres, à la place de l'ancien stade de l'Aviva (80 000 places), le Millennium Stadium (70 000 places) et le Stade de France (80 000 places). Les tribunes seront installées à Paris, en conformité du règlement de la Fédération française de rugby.



Perspective écorchée du futur stade. Multifonctionnel par excellence, il disposera d'un toit rétractable, d'une pelouse amovible et d'espaces conviviaux.

La proposition faite par Populous et Ateliers 2/3/4 correspond parfaitement à l'idée que nous nous faisons d'un stade multifonctionnel par excellence. En effet, l'arena, qui disposera de 82 000 places, devra vivre toute l'année. Elle devra pouvoir accueillir les grands rendez-vous du rugby et d'autres compétitions sportives, mais aussi des spectacles, concerts et salons. Elle disposera d'un toit rétractable, d'une pelouse amovible et d'espaces conviviaux. «Il faut donner aux gens l'envie de quitter leur télé pour venir»,

insiste Pierre Camou, président de la FFR. Le public bénéficiera d'une bonne vision en tout point et les premiers spectateurs seront installés à 2 m au-dessus de la pelouse dont ils ne seront distants que de 12 à 13 m.

### Tour de table financier

De récentes études géotechniques avec des sondages à 3, 15 et 30 m de profondeur ont levé tout doute sur la nature du terrain. Les sept prochains mois seront consacrés à «peaufiner le projet» tant sur le plan architec-

tural que financier. La Fédération française de rugby devra alors boucler le tour de table financier de son projet estimé à 575 millions d'euros d'ici à fin 2013-mi 2014. Pour y parvenir, elle envisage des emprunts à long terme et un système de «débenture». Existant déjà en Grande-Bretagne, il est inédit en France. Il permettrait de vendre à des particuliers et des entreprises des places pour dix ou quinze ans. L'objectif est toujours, officiellement, de jouer le premier match en 2017. ■ Francis Gouge

## PARIS

### Avis favorable au Sdrif sous réserves

La Ville de Paris a émis un avis favorable au projet de schéma directeur francilien (Sdrif) mais l'a assorti de plusieurs réserves. Rejetant le ratio de 3,8 logements pour un emploi créé, elle demande que cet objectif d'équilibre habitat/emploi soit fixé de manière partenariale. Elle juge ensuite inopportun de faire état dans le Sdrif de la possibilité de mettre en place une autorité organisatrice du logement en

Ile-de-France. Elle propose que dans la zone dense les déficits en espaces verts publics soient calculés en prenant en compte tous les espaces ouverts au public supérieurs à 1 000 m<sup>2</sup>. Elle demande aussi que les prolongements de la ligne 10 du métro vers Ivry et du T3 (Porte d'Asnières/Porte Maillot et pont du Garigliano/Porte d'Auteuil) figurent parmi les projets à mettre en œuvre avant 2020. ■

## PARIS

### La Ville engage les procédures pour la rénovation thermique de 200 écoles

La Ville de Paris va désigner un assistant à maître d'ouvrage pour l'accompagner dans le lancement et le suivi de deux consultations relatives à la rénovation énergétique de 200 écoles. Dans le cadre de son Plan climat, la municipalité s'est engagée à rénover thermiquement 300 écoles durant cette mandature en visant 30% de baisse des consommations d'énergie et des émissions de gaz à effet de serre. Le 1<sup>er</sup> décembre 2011, elle a signé un contrat de

partenariat de performance énergétique (CPPE) pour une 1<sup>re</sup> tranche de 100 écoles avec la société Nov'Ecoles Paris, composée d'EDF Optimal Solutions, de la Caisse des dépôts et d'Atlante Gestion. Pour la partie travaux (achevés dans 45 écoles), cette société s'est associée à Léon Grosse, UTB, Cram et Chiarodo & Maillat Architectures et Urilec. Aujourd'hui, la Ville engage les procédures pour les 200 autres écoles à partir des enseignements du premier lot. Pour 140

d'entre elles, exploitées par le privé, elle va passer un marché global de conception-réalisation-exploitation-maintenance. «Le dialogue compétitif conduit lors de la 1<sup>re</sup> tranche a montré une certaine difficulté à obtenir des candidats un engagement sur la durée incluant des écoles dont ils n'assureraient pas eux-mêmes l'exploitation et la maintenance», explique-t-on à la Ville. Les 60 écoles restantes, exploitées en régie, feront l'objet d'un marché de conception-réalisation. ■

## VERNEUIL-SUR-SEINE

### Une médiathèque aux normes Leed

Une première en France: un bâtiment public, la médiathèque municipale de Verneuil-sur-Seine (Yvelines), est certifiée Leed, niveau Gold, certification habituellement réservée aux bureaux. Objectif: mettre au niveau environnemental un ancien corps de ferme en pierre du XVI<sup>e</sup> siècle situé en plein centre. Les performances du bâtiment rénové atteindront 74,7 kWh/m<sup>2</sup>.an, l'équivalent d'un niveau BBC. Dotée d'une isolation thermique renforcée (ouate de cellulose), la médiathèque (R + 1, 448,83 m<sup>2</sup>) est équipée d'un puits géothermique (production: 4 139 kW/an). A 40 m de profondeur, la nappe (12°) permet, en hiver, de chauffer le bâtiment avec une pompe à chaleur et, en été, de le rafraîchir.



La médiathèque s'installera dans un ancien corps de ferme en pierre, à l'isolation thermique renforcée (ouate de cellulose, panneaux de bois, tuiles plates)...

**FICHE TECHNIQUE** Maître d'ouvrage: la Ville. Maître d'œuvre: PBO architecture (Pascal Brunel-Orain); Impédance, acousticien. BET: Ginger, puis PBO; CBS-CBT (BET placher). AMO Leed: Oger International. Entreprises: Geosolar (géothermie, ventilation, plomberie); Heliosoleil (verrière photovoltaïque); Boiséa (placher).

vérifiées correspondent aux critères Leed. Elles réduisent l'effet albédo (montée en température des centres-villes). «Pour le R + 1, nous avons dû innover, précise l'architecte Pascal Brunel-Orain. Afin de ne pas peser sur la structure du bâtiment ancien, nous avons mis en place un système de dalles opportunes, autoportant fait de lames de bois assemblées. On a ainsi un système de boîte (en bois) dans une boîte (en pierre) doté de fondations spécifiques.

Avantage de l'ossature bois: une bonne qualité acoustique.» Coût des travaux: 1,74 million d'euros HT, dont un surcoût de 2% dû aux normes Leed, selon l'architecte. Selon Jean-Baptiste Yaguiyan (Oger International), la réduction des consommations d'énergie atteint 21% dont la moitié grâce au photovoltaïque. Débuté en mai, le chantier devrait s'achever en juin pour une livraison (après phase de vérification) en septembre lors de la Green Building Week. ■ Hervé Guénot

## SAINT-OUEN

### Docks: premiers actes de vente signés

Sequano Aménagement a signé les actes de vente des charges foncières sur le secteur des Bateliers Nord. Les promoteurs concernés Cogedim Résidence, Sodearif-Bouygues Immobilier, Eiffage Immobilier et Histoire & Patrimoine vont réaliser 1 000 logements dont 40% sociaux, des équipements et commerces. Il est aussi prévu un parking public mutualisé et une école. Premières livraisons prévues en 2015.

## EST PARISIEN

### Concertation sur la ligne orange du métro

Sans attendre les arbitrages du Premier ministre sur le Grand Paris Express, le Syndicat des transports d'Ile-de-France organise, jusqu'au 30 mars, la concertation sur la ligne orange du futur métro automatique. Le Stif assure la maîtrise d'ouvrage de cette ligne destinée dans un premier temps à relier Saint-Denis Pleyel à Champigny Centre d'une part et à Noisy-Champs d'autre part. Coût estimé: 5,4 milliards d'euros.

## SEINE-SAINT-DENIS

### Le TGI annule les taux de trois prêts

Le tribunal de grande instance de Nanterre a annulé les taux d'intérêt toxiques de trois prêts contractés par le conseil général de la Seine-Saint-Denis auprès de la banque Dexia, pour les remplacer par le taux d'intérêt légal en vigueur. En février 2011, ajoute le département, onze contrats ont été attaqués face au refus des banques de renégocier.

## NANTERRE

### Cœur de quartier: 2<sup>e</sup> phase lancée

L'Etablissement public d'aménagement La Défense Seine Arche lance la consultation d'opérateurs pour la seconde phase du projet Cœur de quartier à Nanterre. Découpé en sept lots, le programme de 70 000 m<sup>2</sup> se répartit entre 34 000 m<sup>2</sup> de logements, 26 000 m<sup>2</sup> de bureaux et 10 000 m<sup>2</sup> de commerces. Le début des travaux est prévu en 2015 pour une livraison en 2018.